

INTERROGATIONS SUR LE CONCEPT DE « DÉCROISSANCE »¹

Philippe PELLETIER

Le concept de décroissance est à la mode. Il vise à remettre en question nos modes de production et de consommation afin de résoudre la question environnementale, et, par conséquent, d'améliorer nos vies et même de sauver la Terre. Qui n'en voudrait pas ? Mais adopter un mot sans voir ce qu'il recouvre en profondeur est une démarche à courte vue.

Le concept de décroissance s'oppose à celui de croissance. Il s'agit d'en finir avec celle-ci, et de proposer, de faire autre chose. Qu'est-ce donc alors que la croissance ?

La croissance est généralement définie comme l'augmentation de la production économique ou, si l'on prend en compte la démographie, comme l'augmentation du produit par habitant. C'est notamment la conception que propose l'économiste Rostow à partir des années 1950. Au sens strict, la croissance ne se confond pas avec le développement qui suppose également une amélioration dans les secteurs non productifs. Depuis les années 1950, les débats n'ont cessé de s'interroger sur la relation entre croissance et développement, sur lequel des deux doit précéder l'autre, dans quelle mesure l'un ou l'autre constitue une condition nécessaire ou suffisante².

Il ne faut pas oublier que plusieurs économistes comme Joseph Schumpeter ou François Perroux opéraient bien la distinction entre les deux notions et les deux processus, et sans

¹ *Monde libertaire* n° 1471

² BERR Éric et HARRIBEY Jean-Marie (2005) : « Le concept de développement en débat ». *Économies et Sociétés*, 43-3, p. 463-476.

se contenter d'une approche purement quantitative de l'économie ou des sociétés. Schumpeter, par exemple, célèbre pour sa théorie de la « destruction créatrice » (on croirait du Bakounine...), avait déjà indiqué que la croissance n'était pas la multiplication du nombre de chandelles, mais leur remplacement par l'électricité.

La décroissance suppose donc, en opposition au sens strict et initial à la définition de la croissance, une réduction de la production économique. Deux questions se posent alors : est-ce impératif ? Est-ce souhaitable ? Inversement, la croissance comprise comme augmentation de la production est-elle nécessaire ? Possible ? Car dans le raisonnement de la plupart des théoriciens de la décroissance, la réponse est négative puisque la croissance ne serait physiquement plus possible vu « les limites de la planète ».

Il faut donc aborder les deux aspects de la nécessité et de la possibilité. La réponse doit mettre aussi en adéquation la question des besoins et des ressources, en se positionnant par rapport aux problèmes concrets du présent et du futur proche³.

La nécessité d'évaluer les besoins

Les besoins humains sont larges : à la fois essentiels (ceux qui sont biologiques) et infinis (ceux qui relèvent de la réalisation de soi, de l'artistique, de l'esthétique, du rêve...). La considération associée de ces deux aspects constitue d'ailleurs l'une des différences fondamentales de l'anarchisme avec les autres socialismes et les religions qui, tous et toutes, brident les potentialités de la réalisation humaine. L'anarchisme étend au contraire le rapport crucial, le champ,

³ Mettons de côté les problèmes de méthode et d'interprétation soulevés par le mode de calcul de la croissance, ou de la décroissance. De toute façon, ce n'est pas en cassant le thermomètre (la mesure) que l'on fait baisser la fièvre (le symptôme et ses causes).

entre ce qui est désiré et ce qui est faisable. Cette approche constitue l'une des pierres d'achoppement historique avec ceux qui, régulièrement, répliquent que l'anarchie n'est pas possible, et qui jettent, avec commisération au mieux, avec violence au pire, les anarchistes dans le coin de l'utopie, sous-entendue de l'irréalisable.

Le socialisme, au sein duquel se place historiquement l'anarchisme, constitue une rupture avec les anciens régimes en ce qu'il refuse décidément de laisser les sociétés voguer au gré des caprices de la nature ou des souverains. Il récuse la fatalité biologique ou sociale, il veut que l'humanité prenne en main son destin et ses affaires. On comprend qu'il rebute les dirigeants mais aussi les éternels prophètes du malheur, les catastrophistes d'hier, les curés, les pasteurs ou les mollahs qui promettent l'apocalypse ou le paradis ailleurs, ailleurs que sur terre.

Sur cette base socialiste, l'anarchisme a le souci de coupler évaluation des besoins et satisfaction de ceux-ci sur une base rationnelle, scientifique même, n'ayons pas peur du mot. Il se distingue des promesses gratuites et démagogiques du socialisme parlementaire ou bien du « on verra demain » du communisme marxiste qui, cherchons-le bien dans les textes de ses fondateurs, ne donne jamais précisément et concrètement les cadres de la société future qu'il envisage. C'est d'ailleurs l'une des obsessions d'Élisée Reclus ou, mieux encore, de Pierre Kropotkine, ce dernier rappelant que « la grande question [est] : que devons-nous produire, et comment ? »⁴.

Même si le monde a changé depuis Kropotkine, il est devenu non pas « post-industriel », comme les idéologues du

⁴ KROPOTKINE Pierre (1910) : *Champs, usines et ateliers, ou l'industrie combinée avec l'agriculture et le travail cérébral avec le travail manuel*. Paris, Stock, 490 p., préface (de la première édition anglaise), p. XIV. Donner le titre du livre en son entier permet de rappeler l'ambition de l'auteur dans toute sa dimension.

post-modernisme le prétendent abusivement, mais au contraire « hyper-industriel ». Il ne s'agit pas d'exhumer les grands ancêtres mais de reprendre et d'actualiser leur raisonnement. « Oublier », comme chez la quasi-totalité des théoriciens de la « décroissance » (en France : Serge Latouche, François Ramade, Paul Ariès, Pierre Rabhi, Nicolas Ridoux...), l'existence historique de ce raisonnement, et les réponses qui ont été esquissées, n'est bien entendu pas neutre, et mérite d'être examiné sérieusement ⁵.

Quels sont les grands besoins matériels ?

Quels sont donc les grands besoins matériels de l'humanité dans le temps présent et le futur proche ? Ils sont absolument considérables. Pour l'essentiel : la nourriture, le logement, les commodités de vie, le confort. Considérables en qualité, considérables en quantité, d'abord parce que les êtres humains sont nombreux.

On peut regretter ce trop grand nombre, mais telle est la situation. À moins de rejoindre les solutions misanthropiques radicales qui consistent à souhaiter famines, guerres et épidémies pour expurger la planète de ce qui serait son trop plein démographique ⁶. Notons que ceux qui jugent que nous

⁵ Je n'ai pas la place de le faire ici. On aura deviné qu'il ne s'agit pas d'un véritable « oubli » mais bien d'une posture politique (au sens large), laquelle n'est pas à l'avantage de l'anarchisme, bien au contraire.

⁶ Rappelons que les écologistes radicaux d'*Earth first !*, par exemple, ont salué le sida comme « une solution nécessaire au problème de surpopulation » (Christopher Manes) et que face à la famine en Éthiopie « la pire chose que nous pourrions faire serait d'apporter une aide, alors que la meilleure serait simplement de laisser la nature trouver son propre équilibre et de laisser les gens là-bas mourir de faim » (Dave Foreman). *Quelle écologie radicale ? Dave Foreman, Murray Bookchin, écologie sociale et écologie profonde en débat*. Lyon, ACL, 146 p., p. 120. Il est pour le moins remarquable que la position des écologistes radicaux nord-

sommes trop nombreux sur terre ne se proposent jamais de partir les premiers, et ce sont toujours les autres qui doivent se dévouer. Position logique et classique du chef ou du prêtre.

D'après les estimations de la FAO, entre trente et cinquante millions de personnes souffrent de faim aiguë, et près de 800 millions de malnutrition ⁷. Selon les projections de la Division démographique de l'ONU, la population mondiale passera de 6 milliards de nos jours à un chiffre compris entre 7,3 et 10,7 milliards en 2050, l'estimation la plus vraisemblable étant de 8,9 milliards.

Depuis Malthus, au moins, la démographie est un enjeu politique et idéologique, le prétexte aux politiques anti-humaines les plus radicales, à la misanthropie et au catastrophisme. Après tout, Malthus répondait à l'égalitarisme social de l'anarchiste Godwin et au progressisme de Condorcet. Il proclamait malheur aux pauvres, en imposant l'image – fausse – du banquet où il n'y a pas de place pour tout le monde, et en se trompant quant à l'opposition entre progression arithmétique des subsistances et progression géométrique des ressources ⁸.

Les catastrophistes de la démographie véhiculent les pronostics alarmistes qui s'avèrent généralement erronés. En 1964, un certain Gaston Bouthoul écrivait par exemple : « Le monde actuel contient trois milliards environ d'êtres humains, deux milliards d'entre eux sont sous-alimentés. Or aux taux actuels de la croissance mondiale, en l'an 2000 il y aura six

américains rejoigne la position capitaliste libérale classique du « laissez faire » adoptée par les dirigeants nord-américains. Cela donne pour le moins à réfléchir.

⁷ Le critère retenu est moins de 2 200 calories par jour par personne.

⁸ Un démontage scientifique en règle des théories de Malthus (qu'il ne faut pas confondre avec le terme mal choisi de néo-malthusianisme) a été fait par : LE BRAS Hervé (1994) : *Les limites de la planète, mythes de la nature et de la population*. Paris, Flammarion, 356 p.

milliards d'habitants sur la Planète [sic] qui n'arrive pas à en nourrir trois »⁹.

Ce Bouthoul, qui s'auto-proclamait démographe alors qu'il était en réalité spécialiste des conflits militaires, c'est tout dire, ne s'est pas trompé sur le chiffre de six milliards d'individus, qui est le chiffre actuel. Mais il a fait erreur sur le reste : ce n'est pas trois milliards d'individus qui ne sont pas nourris mais près de 800 millions (800 millions toujours de trop, faut-il ajouter), comme on l'a vu, soit la bagatelle d'une erreur de 400 %. La révolution verte est en effet, quoiqu'on en dise ou qu'on en pense, passée par là. Quant à la prévision de vingt milliards d'habitants d'ici l'an 2100 selon ce même Bouthoul, elle est peu vraisemblable, la transition démographie étant bien engagée, y compris dans les pays du Tiers-Monde.

L'exemple de l'eau potable

Avec près de 9 milliards d'individus dans une quarantaine d'années, les besoins humains sont et seront de toute façon croissants. On peut même enlever le mode futur : ils le sont déjà.

Prenons un exemple. Selon certaines estimations, entre un tiers et la moitié des Africains n'ont pas accès à l'eau potable de nos jours. Cela représente plusieurs millions de personnes. Partons du principe que ces millions d'individus doivent bénéficier de cet accès et, dans la foulée, du tout-à-l'égout, lequel permet de réduire la saleté et les maladies. Reconnaissons au moins l'idée que ces individus aspirent à cela – et je n'utilise pas le mot de confort, sauf à considérer qu'il est formidable pour l'humanité d'aller puiser de l'eau souvent de mauvaise qualité parfois à des centaines de mètres

⁹ BOUTHOU L Gaston (1964) : *La Surpopulation*. Petite Bibliothèque Payot, p. 97.

du foyer. Ceux qui seraient envieux ou nostalgiques de ce mode de vie peuvent essayer.

Pour ravitailler ces millions de personnes en eau potable et leur donner le tout-à-l'égout, il faut rassembler l'eau. C'est possible, car les ressources hydriques sont potentiellement importantes. L'humanité ne prélève actuellement que 20 % environ des précipitations qui ruissellent. Il reste donc encore une belle marge de ressource hydraulique, même s'il y a bien entendu des variations selon les régions, y compris en Afrique¹⁰. L'eau n'est pas rare en soi, c'est sa répartition, son utilisation ou sa non-utilisation qui posent problème¹¹.

Capter l'eau et l'acheminer jusqu'aux maisons est donc envisageable en Afrique. Pour cela, il faut des barrages, des canaux, des conduits, des tuyaux, des lavabos, des robinets, et donc du ciment, du béton, des ferrailles, des aciers, en milliers de tonnes. Pour les obtenir, il faudra bien produire, ouvrir des carrières, des mines, construire des usines, les alimenter, acheminer les matériaux, et pour cela construire des routes, des camions, des usines de fabrication de camions, etc. Autrement dit, il faudra augmenter la production – recycler les biens usagers des pays riches ne suffira pas, sans parler de la condescendance que cela signifie – il faudra de la croissance.

Entendons-nous bien : de la croissance au sens premier du terme, rappelé plus haut, ce qui ne nous indique pas le mode de production et de consommation (répartition) qui serait alors mis en œuvre, ou qui devrait l'être. Il ne faut pas confondre les deux.

Si ce raisonnement déplaît, ce n'est en tout cas pas moi qui irai expliquer aux Africains (ou à d'autres...) que les habitants

¹⁰ Les précipitations et les ressources en eau peuvent de surcroît augmenter si l'on admet la théorie du *global warming* car l'humidité, la vapeur d'eau et la précipitation sont conditionnées par la chaleur.

¹¹ «La pénurie d'eau: donnée naturelle ou question sociale ?» *Géocarrefour*, 80-4, 2006.

des pays riches ne veulent pas, au nom de la décroissance, que ceux-ci aient accès à l'eau potable et au tout-à-l'égout (ou à d'autres choses essentielles...).

Des besoins croissants

Satisfaire les besoins de milliards d'individus signifie bien qu'il faut plus de riz, de blé, de mil, de patates, de soja, de laitage. Plus de ciment, de béton, de ferraille, de câbles, de tuyaux. Plus d'écoles, de centres de soins, d'hôpitaux. Oui : plus.

On pourra évidemment construire autrement, éviter les gâchis, faire davantage d'économies, utiliser des énergies renouvelables (en fabriquant aussi des appareils capables de les fournir) ou multiplier les précautions (mais les isolations, par exemple, demandent aussi des matériaux), développer une agriculture qui ne ruine pas les sols ni les nappes phréatiques, des solutions multiples qui ne sont pas forcément ubiquistes et qui devront s'adapter aux possibilités du lieu. Il existe déjà des architectes qui utilisent des matériaux intéressants (comme le bambou), qui conçoivent des systèmes astucieux (solaire, récupération de l'eau de pluie...) ou qui fabriquent même du beau béton.

Produire mieux, plus intelligemment, sans être soumis à la logique du profit ou aux diktats de la technobureaucratie, répartir différemment, égalitairement, certes, mais produire plus quand même.

Répartir ce qui existe déjà ne suffira pas, il faut le dire très clairement. Distribuer les stocks ne palliera que provisoirement les besoins. Éliminer les gaspillages, rationaliser les usages de matières premières et d'énergie, paraît mince pour 9 milliards d'individus. Occuper les logements vides ne résoudra pas la question de l'habitat. Rien qu'en France, l'INSEE chiffre à

300 000 le nombre de logements sociaux nécessaires à construire par an.

Raser les taudis du monde entier, rénover les immeubles et les maisons, donner accès à l'eau courante, au tout-à-l'égout, à l'électricité, construire des barrages (même de petite taille) pour capter l'eau, des stations d'épuration pour la rejeter propre, tout cela demande et demandera des efforts énormes. Autrement dit, il faut produire plus. Ce que, précisément, dénoncent les tenants de la « décroissance » qui estime qu'il faut produire moins.

Réduire le trafic automobile, promouvoir les transports collectifs ou la bicyclette, ne plus construire de ports ou d'aéroports, pourquoi pas, mais à condition que les ressources disponibles pour satisfaire les besoins vitaux soient disponibles à proximité, ce qui soulève plusieurs problèmes :

– Cela reste à démontrer, et cela n'est pas toujours possible ; les plantes tropicales par exemple (coton, cacoyer, hévéa, canne à sucre, café...) sont cultivables sous... les tropiques, pas sous les latitudes moyennes, à moins d'utiliser des serres (ce qui pose la question de leur construction et de leur chauffage).

– Quand c'est possible, cela signifie qu'il faut défricher, ouvrir de nouveaux champs, modifier les écosystèmes (qui sont loin d'être naturels sous les latitudes moyennes puisqu'ils résultent de défrichement millénaires, ainsi que sous les tropiques où la savane résulte des incendies provoqués par les hommes depuis la nuit des temps).

– Il reste toujours la question de l'acheminement : transport, routes, engins...

La question des limites

La réponse à cette ampleur des besoins de la part des tenants de la « décroissance », ainsi que de la part de la quasi-totalité des écologistes, c'est de dire que la « planète est finie », que les « ressources sont limitées », bref que c'est impossible de satisfaire les besoins en question. L'un des arguments consiste à dire que si le monde entier vivait au même niveau que les États-Unis (ou la France, ou le Japon, etc.), il faudrait au moins trois (ou plusieurs) planètes. Constat a priori sans appel ¹².

Il faut pourtant l'examiner sérieusement. Passons sur les approximations de l'estimation qui varie suivant les interlocuteurs et les époques. Relevons que, malgré mes recherches, je n'ai jamais trouvé le mode de calcul qui permette d'arriver à un tel résultat, ce qui pose problème, pour le moins. Le raisonnement restant cependant le même, intéressons-nous-y.

On constate qu'il néglige un aspect majeur : certes les pays industrialisés et développés consomment bien plus que la plupart des autres pays, mais ce qu'ils fabriquent – grâce à des matières premières ou des énergies importées, bien sûr, mais aussi produites sur place – est largement exporté, et consommé, dans le monde entier. C'est d'ailleurs sur ce commerce international qu'est bâtie leur richesse. Autrement dit, la production et la consommation ne sont pas unilatérales, et elles sont très imbriquées. Ce qu'un pays pauvre se mettrait à produire et à consommer par lui-même viendrait remplacer, pour tout ou partie, les biens que lui fournit actuellement un pays industrialisé, lequel produirait moins et utiliserait donc moins de ressources. Le calcul serait à refaire...

¹² Et régulièrement ressorti. C'est la première phrase et l'argument choc exprimés par Nicolas Hulot interrogeant Ségolène Royal sur France 2 jeudi 15 mars 2007.

Sur les évaluations des ressources et des limites de la planète, la plus grande confusion règne en réalité. Les chiffres sont très rarement vérifiés, les modes de calcul presque jamais explicités. Alors que les statistiques de nombreux pays sont suspectes (Chine, Russie, Afrique...), qu'on ne sait même pas combien d'habitants vivent en Corse, ni prévoir exactement le temps qu'il fera d'ici une semaine, beaucoup n'ont pas peur d'asséner quantité de chiffres, de les mouliner et, à partir d'eux, de jeter des pronostics sombres de façon péremptoire et pseudo scientifique.

Les ressources fossiles, non renouvelables par définition, sont par exemple souvent amalgamées avec les ressources renouvelables. La question de l'eau (ressource renouvelable) est à cet égard exemplaire. Il s'agit d'un enjeu essentiel, fondamental, dans toutes ses dimensions (alimentaire, sanitaire, agricole, écologique, géopolitique...). Comme on l'a vu, l'humanité ne prélève actuellement que 20 % environ des eaux qui ruissellent dans l'état actuel des précipitations, ce qui n'empêche pas d'aucuns à proclamer que la planète manque d'eau ! Certains habitants, nombreux, manquent d'eau, certes, mais la planète, non : nuance de taille ! Selon le premier point de vue, on considère l'eau comme une question sociale, de justice économique. Selon le second, on la réduit à une question purement écologique, ce qui permet de faire peur à bon compte, de masquer les vraies responsabilités et donc de proposer de fausses solutions.

Du glissement sémantique à la dérive politique

Le concept de « décroissance » a des avantages et des inconvénients. Il est utile s'il s'agit de dénoncer les gaspillages, les gadgets, les productions inutiles, les aménagements superflus, la course en avant des politiques économiques. De remettre en cause la politique impulsée par les États-Unis et

leurs experts au lendemain de la Seconde guerre mondiale pour « développer » les pays du Tiers-Monde afin que ceux-ci ne tombent pas aux mains du communisme.

En revanche, il ne l'est pas dès que l'on s'interroge sur la signification entière et profonde du mot, sur la logique ultime qu'il porte, sur certaines de ses implications économiques et sociales, sur l'orientation politique de ses créateurs.

Dans le domaine de la « décroissance » comme dans d'autres (« société de consommation », « équilibres naturels », « surpopulation », « empreinte écologique », « limites de la planète »), il reste nécessaire de s'interroger et de garder un recul critique : pour éviter de se faire abuser (là comme ailleurs), de mieux agir sur le présent et de mieux préparer l'avenir. Il importe aussi de garder en vue les objectifs.

Or quelle est la finalité de l'anarchisme sinon d'être une réponse à la question sociale ? Il postule une satisfaction des besoins matériels et spirituels de l'humanité afin que les individus réalisent leur émancipation selon leurs affinités. Autrement dit une articulation entre le collectif et l'individuel, par une relation libérée du pouvoir et des contraintes matérielles – si possible, le plus possible.

De deux choses l'une : soit le mouvement anarchiste revendique la nécessité de répondre aux besoins humains, de produire davantage et mieux, de répartir également les biens, soit il la réfute. En ce cas, qu'il l'explique aux millions de crève-la-faim et de pauvres.

Sinon, il peut se demander pourquoi en une trentaine d'années le slogan, correct, de « produire et consommer autrement » est devenu « vive la décroissance » – un glissement qui n'est pas seulement sémantique mais qui est aussi, et subrepticement, politique – pourquoi les principaux théoriciens de la décroissance évitent le plus possible de parler d'anticapitalisme tout en dédaignent souverainement

l'anarchisme, ses questionnements et son histoire. Poser la question, c'est déjà y répondre...